

CITIZEN

POLICE FRANÇAISE

La discrimination à visage porcin

woxx / Syndicat de la magistrature

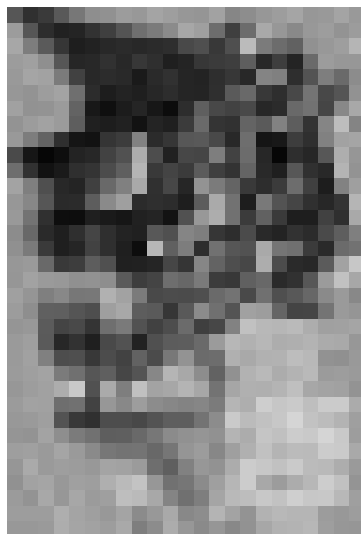
Une enquête scientifique met en évidence qu'en France, les contrôles d'identité se pratiquent de manière discriminatoire.

Des policiers, bourrés de préjugés et enivrés du pouvoir qui leur est conféré, en abuseraient pour importuner, voire brutaliser ceux et celles qui ont le tort d'avoir une « sale gueule » ou une couleur de peau trop foncée. Voilà ce que suggèrent de nombreuses rumeurs et affaires, mais jusqu'à présent il était difficile pour les critiques d'établir la mauvaise foi des agents. Désormais, en France au moins, ceux et celles qui dénoncent les comportements discriminatoires de la police peuvent s'appuyer sur une enquête scientifique dirigée par les chercheurs Fabien Jobard et René Lévy.

Les discriminations constatées sont d'autant plus remarquables qu'à la suite de la parution du livre « Vos papiers ! Que faire face à la police ? » en 2001, le ministère de l'Intérieur français s'était acharné contre l'illustrateur Placid et l'auteur Clément Schouler, membre du bureau du Syndicat de la magistrature. En 2007, la Cour d'appel de Paris avait condamné le dessin de couverture, considérant la tête de porc casquée comme injurieuse, ainsi qu'un passage dénonçant le caractère arbitraire et discriminatoire des contrôles, jugé diffamatoire. Même si la Cour de cassation est revenue sur cet arrêt l'année d'après, le Syndicat de la magistrature a toutes les raisons de triompher dans son communiqué de presse que nous reproduisons ci-dessous :

« Les contrôles d'identité au faciès sont non seulement monnaie courante, mais se multiplient »... Pour avoir écrit en 2001 cette évidence dans un ouvrage consacré aux contrôles d'identité, un représentant du Syndicat de la magistrature a subi sept ans de procédure tatillonne à l'initiative du ministère de l'Intérieur. A la lumière de la décision de relaxe rendue en avril dernier par la Cour d'appel de Rouen, il n'est finalement pas improbable que cet acharnement pas improbable que cet acharnement pas plaignant visait à dissuader, voire à interdire, toute réflexion critique sur l'action quotidienne de la police.

Aujourd'hui, le minutieux travail d'enquête réalisé à Paris, entre les mois d'octobre 2007 et mai 2008,



par une équipe de recherche du CNRS, apporte la preuve scientifique d'un « profilage racial » au cours des contrôles d'identité. Il est ainsi démontré que « les contrôles d'identité effectués par les policiers se fondent principalement sur l'apparence ». En particulier, « les personnes perçues comme Noires (d'origine subsaharienne ou antillaise) et les personnes perçues comme Arabes (originaires du Maghreb ou du Machrek) ont été contrôlées de manière disproportionnée par rapport aux personnes perçues comme Blanches ». Au terme de cette enquête accablante, les chercheurs rappellent que ces « contrôles au faciès violent la législation française qui garantit l'égalité de tous, indépendamment de l'origine ethnique, raciale ou nationale », de même que « les normes européennes sur les droits de l'Homme ».

Face à un tel diagnostic, le silence du ministère de l'Intérieur est confondant. A peine, la préfecture de police de Paris s'est-elle hasardée à expliquer, selon le journal Libération, que « les contrôles reposent sur l'expérience empirique des policiers » ou que « la présence policière a d'abord un rôle dissuasif »... A l'instar des recommandations formulées par les auteurs du rapport, le Syndicat de la magistrature exige un véritable réveil des pouvoirs publics et de l'institution policière sur cette grave question. (...)

Plus de détails sur le site de la section toulonnaise de la Ligue des droits de l'Homme : www.ldh-toulon.net/spip.php?article3379

AVIS

Avis d'adjudication

Ministère des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics
Division des Travaux neufs

I.1) Nom et adresse(s)

Ministère des Travaux publics,
Administration des Bâtiments publics,
Division des Travaux neufs
10, rue du St-Esprit
1475 Luxembourg
Luxembourg

Tél. : (+352)46 19 19 -1

Fax : (+352)46 19 19 555

Email : soumissions@bp.etat.lu

II.1.1) Intitulé attribué au marché

MRW - Aménagement extérieur

II.1.5) Description succincte du marché

Travaux d'aménagement extérieur à exécuter dans l'intérêt du Centre Intégré pour personnes âgées à Wiltz

II.2.1) Quantité ou étendue globale

- 2.190 m² de démolition de revêtement hydrocarboné
- 1.200 m³ de terrassement
- 1.840 m³ de concassé
- 590 m² de dalles en béton de 4 cm
- 450 ml de mur de soutènement en béton lisse
- 3.450 m² de béton asphaltique
- 1.530 m³ de remblais en terre végétale

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.

La durée des travaux est de 130 jours ouvrables sur chantier à partir du 2e semestre 2009.

Effectif minimum en personnes occupées dans le métier concerné : 40 personnes.

IV.1.1) Procédure ouverte

IV.3.3) Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires

Conditions et mode de paiement : Les <intéressés> sont tenus d'introduire leur candidature écrite au minimum 24 heures avant de retirer le dossier de soumission à

l'Administration des Bâtiments publics, « Soumissions », Boîte Postale 112, L-2011 Luxembourg, télécopieur: 46 19 19-555.

Les plans, cahiers de charges et bordereaux de soumission sont à la

disposition des candidats à titre gratuit du jeudi 9 juillet 2009 au lundi 24 août 2009.

Il ne sera procédé à aucun envoi de bordereau.

IV.3.4) Date limite de réception des offres

31/08/2009

IV.3.8) OUVERTURE DES OFFRES

lundi 31 août 2009 à 10:00

Lieu : Administration des Bâtiments publics, 10, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg.

VI.3) Autres informations

Les offres portant l'inscription 'Soumission pour ... dans l'intérêt du CIPA à Wiltz' sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

VI.5) Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E.

06/07/2009

Luxembourg, le 02 juillet 2009
Le Ministre des Travaux publics
Claude Wiseler

Poste vacant

L'Administration du contrôle médical de la sécurité sociale se propose d'engager

à durée indéterminée et à tâche partielle de 20 heures par semaine

un employé de l'Etat (m/f) dans la carrière du pharmacien-inspecteur.

Les candidatures sont à adresser jusqu'au 19.07.2009 au plus tard à Monsieur le Médecin-Directeur de l'Administration du contrôle médical de la sécurité sociale
B.p. 1342
L-1013 LUXEMBOURG